

## DERAINS & GHARAVI

### HAMID G. GHARAVI

Associé fondateur

Tel.: +33 (0) 1 40 555 100

Fax: +33 (0) 1 40 555 105

[hgharavi@derainsgharavi.com](mailto:hgharavi@derainsgharavi.com)

[www.derainsgharavi.com](http://www.derainsgharavi.com)



### Langues: Français, Anglais, Persan

Hamid Gharavi, associé fondateur du cabinet, est membre des barreaux de Paris et New-York.

Il agit comme arbitre ou conseil dans plus de 100 arbitrages commerciaux *ad hoc* et institutionnels, appliquant tant le droit international public et les traités bilatéraux d'investissement que le droit civil, de *common law* ou le droit islamique.

Hamid Gharavi conseille également des Etats et des entreprises sur des aspects de droit international public tels que l'adhésion et la dénonciation de traités internationaux, les contentieux frontaliers, la succession d'Etats, le respect des sanctions régionales, nationales et internationales, les boycotts et les règlements anti-boycott, ainsi que les lois et conventions sur la corruption.

Il est membre de la Cour de la LCIA, figure sur la liste des arbitres et conciliateurs CIRDI ainsi que sur d'autres listes incluant le Tribunal Arbitral du Sport. Il est l'auteur de nombreuses publications et intervient fréquemment comme orateur dans les conférences relatives à l'arbitrage.

Hamid Gharavi est reconnu par les revues spécialisées pour son expérience en arbitrage international et le droit international public. Le Legal 500 le décrit comme "*un esprit juridique brillant allié à des compétences managériales remarquables.*"

### LISTE REPRESENTATIVE D'ACTIVITES EN TANT QUE CONSEIL

- Représentation de la République de Turquie dans un arbitrage CIRDI de 19 milliards de dollars contre un citoyen néerlandais pour la prétendue expropriation d'un investissement dans le secteur des télécommunications qui a donné lieu à une sentence sur la compétence en faveur de la République de Turquie, déboutant le citoyen néerlandais de sa demande et le condamnant aux frais de l'arbitrage, publiée sur le

site : [http://ita.law.uvic.ca/documents/Fakes v Turkey Award.pdf](http://ita.law.uvic.ca/documents/Fakes_v_Turkey_Award.pdf) (Saba Fakes c. République de Turquie – Affaire CIRDI No. ARB/07/20)

- Représentation de la République d’Albanie dans un arbitrage CIRDI contre une entreprise grecque pour de prétendus traitements injustes et inéquitables et déni de justice relatifs à des investissements dans le secteur de la construction autoroutière qui a donné lieu à une sentence en faveur de la République d’Albanie, déboutant l’entreprise grecque de ses demandes, publiée sur le site : <http://ita.law.uvic.ca/documents/PantechnikiAward.pdf> (Pantechniki S.A. Contractors & Engineers c. République d’ Albanie – Affaire CIRDI No. ARB/07/21)
- Représentation d'un investisseur américain opposé à l'Ukraine dans un arbitrage CIRDI engagé en vertu d'un traité bilatéral d'investissement pour traitement inéquitable et discrimination d'un investisseur dans l'industrie de la radio qui a donné lieu à une sentence en faveur de l'investisseur américain, avec une partie des coûts. Il s'agit de la première sentence internationale retenant la responsabilité d'un État pour violation du droit international relatif aux appels d'offres (voir [http://ita.law.uvic.ca/documents/LemireVUkraine\\_Award\\_28March2011.pdf](http://ita.law.uvic.ca/documents/LemireVUkraine_Award_28March2011.pdf)). L'Ukraine a également été déclarée responsable de traitement injuste et non équitable (Sentence Finale sur les dommages pendante) publiée sur le site : <http://ita.law.uvic.ca/documents/Lemirev.Ukraine2010.pdf> (Joseph C. Lemire c. Ukraine – Affaire CIRDI No. ARB/06/18)
- Représentation des sociétés turques contre la République du Kazakhstan dans un arbitrage CIRDI engagé sur la base d'un traité bilatéral d'investissement pour expropriation d'un investissement dans l'industrie de la télécommunication qui a donné lieu le 29 juillet 2008 à une sentence de 175.000.000 de dollars, comprenant les intérêts, en faveur des entreprises turques, publiée sur <http://ita.law.uvic.ca/documents/Telsimaward.pdf> (Rumeli Telekom A.S. et Telsim Mobil Telekomunikasyon Hizmetleri A.S. c. République du Kazakhstan - Affaire CIRDI No. ARB/05/16) et représentation de ces mêmes sociétés dans la procédure d'annulation rejetée par une décision du 25 mars 2010, publiée sur le site : <http://ita.law.uvic.ca/documents/RumeliAnnulment.pdf>.
- Représentation d'une société omanaise contre la République du Yémen dans un arbitrage CIRDI engagé sur la base d'un traité bilatéral d'investissement pour ingérence du gouvernement, expropriation et déni de justice par l'Etat des créances de la société dans le cadre de contrats pour la construction d'autoroutes qui a donné lieu à une sentence de 25.000.000 de dollars en faveur de la société omanaise, incluant les dommages moraux, publiée sur le site : <http://ita.law.uvic.ca/documents/DesertLine.pdf> (Desert Line Projects LLC c. République du Yemen – Affaire CIRDI No. ARB/05/17)
- Représentation d'une famille libanaise contre la République Démocratique du Congo dans un arbitrage CIRDI engagé sur la base de la Loi étrangère d'investissement pour violation du droit international concernant un investissement dans le domaine du bois et de la construction (Antoine Abou Lahoud et Leila Bounafeh-Abou Lahoud c. La République Démocratique du Congo – ICSID Case No. ARB/10/04)

- Représentation de la République du Togo dans la procédure d'annulation CIRDI seulement (i.e. pas dans l'arbitrage sous-jacent ayant conduit à la sentence contestée) No. ARB/06/7 contre Togo Electricité et GDF Suez E.S. concernant un différend relatif à une concession d'électricité
- Conseil d'un investisseur français dans un arbitrage CIRDI contre la République de Moldavie relatif à un litige sur un traité bilatéral d'investissement concernant un investissement dans le secteur du duty free (Mr. Franck Charles Arif v. Republic of Moldova – ICSID Case No. ARB/11/23)
- Conseil de plusieurs Etats sur la procédure et les conséquences en cas de dénonciation de traités internationaux
- Conseil de plusieurs entreprises multinationales concernant le suivi des sanctions internationales et des lois sur la corruption
- Représentation d'une société française d'eau et d'assainissement dans des procédures d'expertise et d'arbitrage contre une société publique du Moyen Orient pour violation d'un contrat de construction relatif à une usine de traitement d'eau
- Représentation d'une société canadienne de construction dans un arbitrage CCI à Genève contre une entité publique relatif à la construction d'une usine au Moyen Orient
- Représentation d'une entreprise française de télécommunication dans un arbitrage CCI à Paris contre une entreprise du Moyen Orient relatif à la construction d'un réseau de téléphonie mobile dans un Etat africain
- Représentation d'une entreprise française de télécommunication dans un arbitrage CCI à Genève contre une entreprise du Moyen Orient relatif à la construction d'un réseau de téléphonie mobile dans cet Etat du Moyen Orient
- Représentation d'une société asiatique d'énergie dans un arbitrage CCI à Paris contre une société Mauritanienne pour rupture d'un contrat dans le secteur de l'énergie
- Représentation d'une société française de construction dans un arbitrage CCI à Paris contre une entité publique de l'Europe de l'Est pour rupture d'un contrat de construction
- Représentation d'une société française contre une société européenne de gestion hôtelière pour rupture d'un contrat de gestion d'un hôtel quatre étoiles en France
- Représentation d'une société libanaise contre une société américaine de gestion hôtelière pour rupture d'un contrat de gestion d'un hôtel quatre étoiles au Liban
- Représentation d'une personne physique contre une société européenne pour dol et non-paiement d'une commission relatif à un contrat d'agence pour la construction d'une centrale nucléaire au Moyen-Orient

- Conseil d'une fédération sportive française dans un arbitrage CCI à Paris contre une entreprise étrangère pour violation des droits de retransmission d'un évènement sportif majeur

## **EXPERIENCE EN TANT QU'ARBITRE**

- Co-arbitre, arbitre unique et président dans une cinquantaine d'arbitrages institutionnels (CCI, CIRDI, LCIA, CRCICA) et *ad-hoc* (incluant en application du règlement d'arbitrage CNUDCI). Ses nominations les plus récentes incluent :
  - Président d'un Tribunal LCIA siégeant à Londres entre des entreprises nigérianes et anglaises pour la prétendue violation d'un contrat de concession relatif à un contrat d'Etat dans un projet d'aciérie
  - Président d'un Tribunal LCIA siégeant à Londres entre des entreprises anglaises et indiennes pour la prétendue violation d'un contrat de vente d'acier
  - Président d'un Tribunal TRAC entre une entreprise iranienne et une entreprise turque relatif à la prétendue violation d'un contrat de consultant
  - Arbitre unique dans un arbitrage CCI siégeant à Paris entre une entreprise suisse et un Etat africain pour la prétendue violation d'un contrat pour la réforme et la gestion de l'autorité douanière dudit Etat
  - Co-Arbitre dans un arbitrage CCI entre une entreprise française étatique de défense et un gouvernement asiatique pour une prétendue rupture de contrat relative à l'équipement militaire
  - Co-Arbitre dans un arbitrage CCI entre deux entreprises pétrolières du Moyen-Orient pour une prétendue rupture de contrat relative au bail et au fonctionnement de plateformes pétrolières
  - Co-arbitre dans plusieurs arbitrages CCI entre une entreprise du Moyen Orient et un Etat d'Europe de l'Est pour une prétendue rupture de contrats de construction
  - Arbitre unique dans un arbitrage LCIA siégeant à Londres en application du droit de l'Etat de New York entre une entreprise américaine et une banque européenne pour la prétendue violation d'un accord financier
  - Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI entre Shell et la République Fédérale du Nigéria pour une prétendue expropriation de champs pétrolifères (Affaire CIRDI No. ARB/07/18)
  - Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI entre H&H Enterprises et la République Arabe d'Egypte pour la prétendue expropriation d'un complexe hôtelier (Affaire CIRDI No. ARB/09/15)

- Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI entre Mr. Hassan Awdi, Entreprise Business Consultants, Inc et Alfa El Corporation contre la Roumanie pour la prétendue expropriation relative à la concession de l'industrie de la presse (Affaire CIRDI No. ARB/10/13)
- Co-arbitre dans un arbitrage CNUDCI entre d'importantes sociétés arabes et américaines pour la prétendue violation d'une joint-venture relative à l'exploration pétrolière
- Co-arbitre dans un arbitrage CNUDCI siégeant à Genève entre une entreprise française et une entreprise turque pour la prétendue violation d'un contrat pour la fourniture de logiciels informatiques
- Co-arbitre dans un arbitrage sous les auspices du Centre Régional d'Arbitrage International du Caire sur la gestion d'un hôtel cinq étoiles entre le propriétaire européen de l'hôtel et une entité publique d'un Etat du moyen orient
- Nommé membre de la Cour de la *London Court of International Arbitration* jusqu'en 2012
- Nommé par le Cambodge en qualité d'arbitre sur le Panel des Arbitres et des Conciliateurs du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI)

## **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE**

Depuis 2009	Associé fondateur, Derains & Gharavi
2000 - 2008	Associé (2005-2008), Salans - Paris
1999	Professeur Invité à la Richmond University School of Law (droit international comparé et arbitrage) – Virginie (USA)
1996-1998	Collaborateur, Skadden Arps Slate Meagher & Flom LLP - New York

## **FORMATION**

2002	Admis au Barreau de Paris
2000	Doctorat (Université de Paris II)
1997	Admis au Barreau de New York
1996	Master of Comparative Jurisprudence (New York University School of Law)

1995	D.E.A. Droit Nord Américain et Anglais des Affaires (Université de Paris I)
1994	DESS Juriste d'Affaires Internationales (Université de Paris V)
1993	Maîtrise (Université de Paris II)

### **ASSOCIATIONS ET COMITES**

- Membre de la liste d'arbitres et conciliateurs du CIRDI
- Membre de la LCIA
- Membre de la liste d'arbitres du Centre d'Arbitrage International de Dubai (Dubai International Arbitration Centre)
- Membre du panel d'arbitres du Centre d'Arbitrage International de Singapour (Singapore International Arbitration Centre)
- Membre du Tribunal Arbitral du Sport
- Membre de la Commission de l'Arbitrage International d'ICC France
- Membre de l'Association Suisse d'Arbitrage
- Membre de l'International Arbitration Institute (IAI)
- Désigné par le Cambodge sur le panel des arbitres du CIRDI

### **PUBLICATIONS**

- "Les joies et frayeurs du Conseil", in "L'arbitrage relatif aux investissements : nouvelles dynamiques internationales", Journée d'Études du 4 mars 2011, Dossier d'Orientation, Convention/s ([http://www.convention-s.fr/documents/CNV\\_journ%C3%A9%20arbitrage\\_dossier\\_tr.pdf](http://www.convention-s.fr/documents/CNV_journ%C3%A9%20arbitrage_dossier_tr.pdf))
- "Le Secrétaire Général du CIRDI", in "CIRDI, 45 ans après, Bilan d'un système", Editions A. Pedone, 2011
- "Iran: la révolution inachevée", Le Figaro, 22 février 2010
- The Advantages and Disadvantages of Investment Arbitration and Turkey's Dilemma", Uluslararası Özel Hukuk Sempozyumu, 14 février 2009
- The International Effectiveness of the Annulment of Arbitral Awards, Kluwer Law International, 2002
- "L'arbitrage au Yémen"/ "Arbitration in Yemen", ICC Bulletin 41 (volume 17, n°2)

- “Update, Thoughts And Perspectives on CEFAREA (Centre Français d'Arbitrage de Réassurance et d'Assurance)”, 20.3 Mealey’s International Arbitration Report (2005)
- “Arbitration Adventures and Misadventures in Naftland”, 19.6 Journal of International Arbitration 621 (2002)
- “Update, Thoughts and Perspectives on Azerbaijan’s Arbitration Regime”, ICC Bulletin (volume 13, n°2)
- “Update, Thoughts and Perspectives on Iran’s International Arbitration Regime”, Swiss Arbitration Bulletin n°4 (2000)
- “The 1997 Iranian Law on International Commercial Arbitration: The UNCITRAL Model Law à l’Iranienne”, Arbitral International (1999-1)
- “Le nouveau droit iranien de l’arbitrage commercial international”, Revue de l’Arbitrage (1999-1)
- “Arbitration under Bilateral Investment Treaties – An Often Overlooked Tool”, 13.5 Mealey’s International Arbitration Report (1998)
- “Finality and Enforceability of Foreign Arbitral Awards: From “Double exequatur” to the Enforcement of Annulled Awards”, 13.1 ICSID Rev. – FILJ 101 (1998)
- “A Nightmare Called Hilmarton”, 12.9 Mealey’s International Arbitration Report (1997)
- “Chromalloy: Another View”, 12.1 Mealey’s International Arbitration Report (1997)